

# Point d'information sur les éoliennes, aspects réglementaires

Mardi 2 juillet 2013

Fabien MARTIN Inspecteur des Installations Classées  
DREAL Nord Pas de Calais, Unité Territoriale de l'Artois



# Sommaire

---

C'est quoi une éolienne

Quelques chiffres

Réglementation

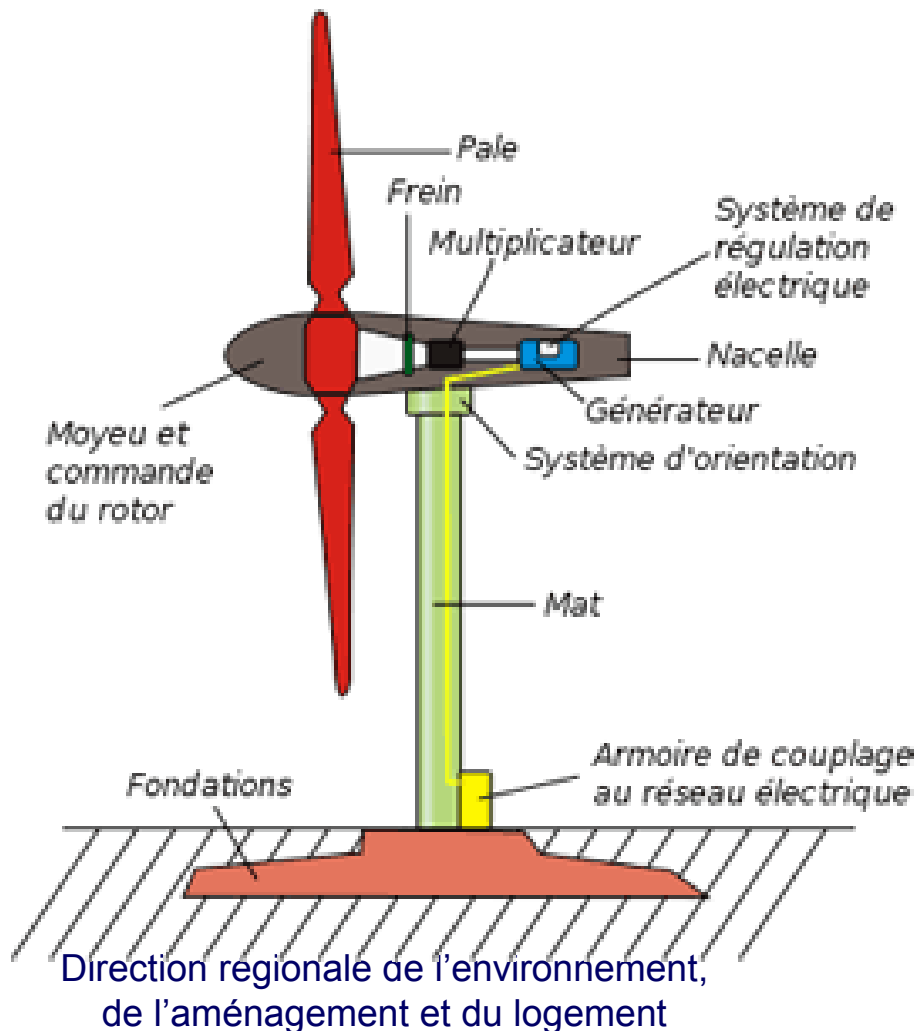
- Rappels
- Avant la loi du 12/07/2010 (Grenelle II)
- Après la loi du 12/07/2010
- Décret du 2011-984 du 23/08/2011 et arrêtés ministériels du 26/08/2011
- Évolutions



---

# C'est quoi une éolienne

# Quelque termes de base





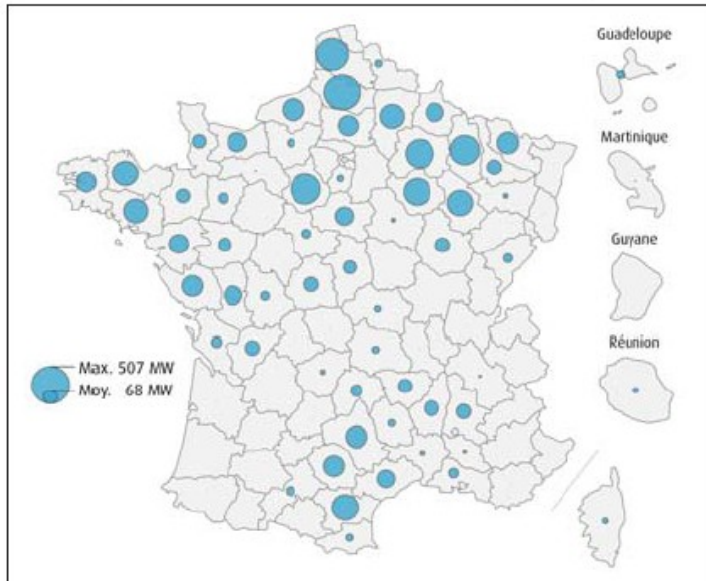
---

# Quelques chiffres

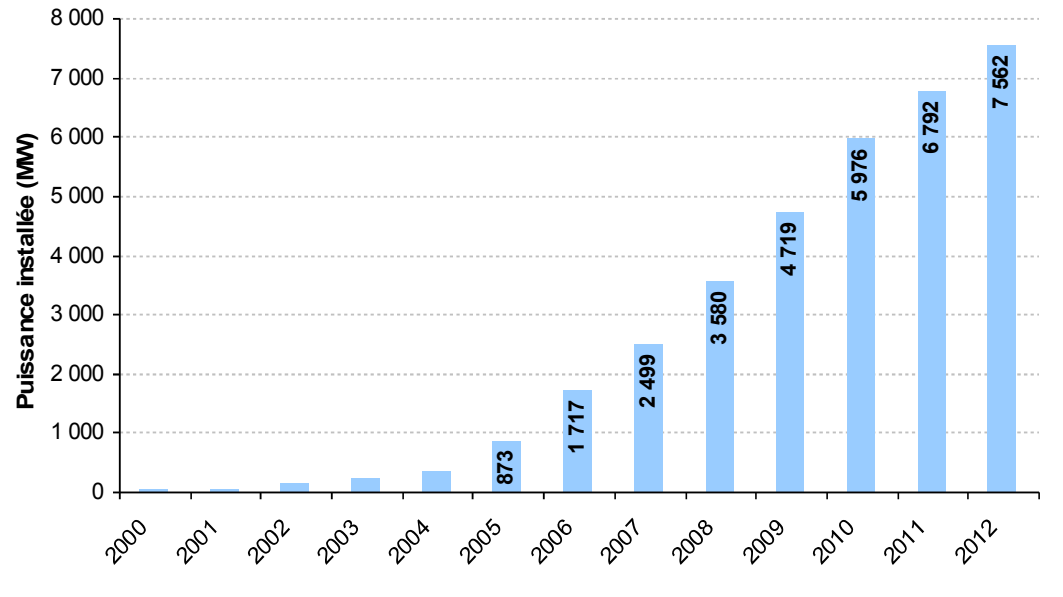
# Quelques chiffres sur l'éolien terrestre

- 7562 MW installés pour l'éolien terrestre à fin 2012

Puissance éolienne raccordée par département au 31/12/2011 (MW)



Puissance éolienne installée en France (MW)



- Après plusieurs années à environ 1000 à 1200 MW raccordés par an, le ralentissement observé en 2011 continue en 2012.
- L'objectif de puissance installée est de 19000 MW à l'horizon 2020



---

# Réglementation

# Réglementation : rappels 1/2

## ICPE soumise à déclaration.

- L'exploitant se déclare en préfecture (déclare ses activités).
- Le préfet prend acte (récépissé de la demande) en indiquant les prescriptions techniques applicables.
- Au titre de l'article R512-47, si l'installation est susceptible d'affecter de manière significative un site Natura2000, elle doit faire l'objet d'une évaluation environnementale.



# Réglementation : rappels 2/2

## ICPE soumise à autorisation

- L'exploitant dépose en préfecture un dossier (DDAE) dans lequel il doit démontrer l'acceptabilité de son projet pour le milieu (environnement, population).
- L'exploitant doit tenir compte des impacts cumulés (réforme de l'étude d'impact (juin 2012). Projets dont l'AE a publié un avis.
- Après instruction, le préfet de département acte ou non l'autorisation d'exploiter (droit à exploiter ainsi que les modalités d'exploitation associées).

# Loi du 12/07/2010 (Grenelle II)

La loi portant engagement national pour l'environnement, promulguée le 12 juillet 2010, appelée loi Grenelle II a introduit diverses dispositions en matière d'énergie éolienne. En particulier, l'article 90 de cette loi prévoit le basculement des éoliennes dans le régime des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

# Avant la loi du 12/07/2010 (Grenelle II)

---

- Demande de PC avec étude d'impact, enquête publique et présentation (non systématique) en Commission Départementale, Nature, Paysage et Sites (CDNPS)
- Décision de PC vaut accord pour exploiter
- Pas de procédure Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE)

# Après la loi du 12/07/2010 (Grenelle II)

---

- Demande de PC avec étude d'impact (qui peut être la même que celle du DDAE) mais n'est plus soumis à enquête publique
- Projet relève de la législation Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) => Dossier de Demande d'Autorisation d'Exploiter
- Dossier soumis à enquête publique et présentation de la demande en Commission Départementale, Nature, Paysage et Sites (CDNPS)

# Réglementation applicable

- Le décret 2011-984 du 23/08/2011 modifiant la nomenclature a créé la rubrique n°2980, rubrique correspondant aux éoliennes terrestres.
- Deux arrêtés ministériels datés du 26/08/2011 ont précisé les prescriptions applicables aux installations soumises à autorisation et à déclaration au titre de cette nouvelle rubrique.
- ...



# Décret de nomenclature : principes généraux

---

- Ne concerne que les éoliennes terrestres
- Pris en application de la loi Grenelle II qui impose le régime d'autorisation pour les parcs d'éoliennes de plus de 50 m
- Rayon d'affichage fixé à 6 km (enquête publique)
- Pas de TGAP pour cette activité
- Au sens du décret, la hauteur du mat se prend nacelle comprise

# Décret de nomenclature

N°	Nomenclature des installations classées	AS, A, D, DC, NC	Rayon d'affichage
	Intitule de la rubrique « installations classées »		
	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs :		
	1) Comprenant au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 m	A	
2980	2) Comprenant uniquement des aérogénérateurs dont le mât a une hauteur inférieure à 50 m et au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur maximale supérieure ou égale à 12m et pour une puissance totale installée :		6 km
	a) supérieure ou égale à 20 MW -----	A	
	b) inférieure à 20 MW -----	D	

# Arrêtés d'application

Ils fixent les prescriptions notamment dans les domaines suivants :

- Implantation (distances d'isolement aux habitations, par rapport aux radars...)
- Dispositions constructives (accès, foudre...)
- Exploitation (suivi environnemental, signalétique, contrôle et entretien...)
- Risques (consignes de sécurité et procédures d'urgence, système d'alerte...)
- Bruit (niveau de bruit et d'émergence)

Les arrêtés ont été pris pour traiter les sujets techniques génériques à tous les projets.

Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement



# Où trouver les textes réglementaires ?

[www.ineris.fr/aida](http://www.ineris.fr/aida)



Accueil | AIDA - Mozilla Firefox

Fichier Édition Affichage Historique Marque-pages Outils ?

http://www.ineris.fr/aida/

Accueil | AIDA

**AIDA**  
La réglementation des activités à risques

INERIS  
maîtriser le risque  
pour un développement durable

Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère  
de l'écologie,  
du développement  
durable,  
des transports  
et du Logement

Accueil Réglementation IPPC Guides Rechercher Aide

Classement chronologique  
Classement thématique  
Code de l'environnement

**Accueil**

**Contenu du site**

Ce site, de langue française, est un site d'information réglementaire relatif au droit de l'environnement industriel développé à la demande du Ministère de l'environnement durable. Il s'adresse à tout public intéressé par ce sujet et souhaitant consulter la réglementation relative aux installations classées publiée au JOUE, au JO ou au BO du MEDDTL.

Les projets de textes sont consultables sur le site <http://installationsclassées.ecologie.gouv.fr>

Le site Aida regroupe :

- Une sélection de textes communautaires (règlements, directives, décisions, recommandations et avis), publiés dans les Journaux Officiels de l'Union Européenne ;
- Les lois, codes, décrets, arrêtés, circulaires, instructions publiés au Journal Officiel ou au Bulletin Officiel du Ministère de l'environnement durable ;
- Des guides techniques,

Les guides techniques sont regroupés en trois catégories :

- Les guides de bonnes pratiques sont considérés par l'administration comme constituant un recueil utile de bonnes pratiques et de bons réflexes qu'il serait souhaitable que l'ensemble des professionnels utilisent. Leur utilité est ainsi reconnue.
- Les guides sectoriels, pour être reconnus par l'administration au titre de l'arrêté du 10 mai 2000, doivent faire l'objet d'une lecture critique par l'INERIS au titre de ses missions d'appui technique au ministère chargé de l'écologie, puis d'une consultation de l'inspection des installations classées et des professionnels concernés. Une fois un tel guide reconnu, les exploitants de sites SEVESO ont l'obligation de justifier dans l'étude de dangers tout écart par rapport au contenu du guide et peuvent s'appuyer largement sur lui pour mener des démonstrations dans cette même étude de dangers. Les éléments figurant dans ce guide forment donc alors le standard de référence en matière d'étude de

Dernière mise à jour : 01/03/2012

Les Nouveautés regroupent les textes publiés aux JO, JOUE et BO du MEDDTL du 1er février au 1er mars 2012.

Terminé



---

# Evolution réglementaire



# La simplification du cadre législatif éolien 1/2

---

**Loi Brottes adoptée par l'Assemblée nationale en lecture définitive le 11 mars 2013.**

**Les mesures finales relatives à l'éolien sont les suivantes :**

- **La suppression de la règle des 5 mâts,**
- **La dérogation possible pour le raccordement des parcs offshore** (le raccordement doit être enterré et de moindre impact environnemental). Un amendement apporté dernièrement a d'ailleurs étendu la dérogation aux énergies marines renouvelables et aux interconnexions transfrontalières,

# La simplification du cadre législatif éolien 2/2

---

- La suppression des ZDE,
- L'aménagement de la loi littoral dans les DOM : les éoliennes terrestres implantées dans les DOM pourront bénéficier **d'une dérogation** de la règle de construction en continuité de l'urbanisation fixée par la loi littoral.
- Les autorisations ICPE devront tenir compte des zones favorables des schémas régionaux (SRE).



---

# Merci pour votre attention

## Questions ?